

Zeitschrift: Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales

Herausgeber: Société d'Etudes Economiques et Sociales

Band: 24 (1966)

Heft: 4

Buchbesprechung: Bibliographie

Autor: [s.n.]

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 13.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Bibliographie

La Vie économique¹

L'ouvrage fait partie d'une collection universitaire, mais s'adresse à un public plus large: grandes écoles, responsables syndicaux et administratifs, cadres en mal de « recyclage ». Sa présentation est plus aérée que celle de nos manuels de licence, tout en gardant la distinction d'un texte principal et de documents d'appoint. L'auteur sait allier le style vif du journaliste à la précision du professeur. Sur un ton personnel, presque familier, il suit un raisonnement serré. Il emploie des formules frappantes, mais nullement sollicitées. L'abord, en somme, est sympathique.

Un examen attentif ne déçoit pas. Le plan comme le fond du livre répondent aux soucis scientifiques de cohérence et de compréhension. Sur les cinq parties du livre, trois, déclare l'auteur, traitent des économies occidentales, la quatrième et la cinquième *des autres*, et, comme elles sont sensiblement plus courtes, on pourrait croire qu'il concerne avant tout une économie qui fait vivre un quart seulement de l'humanité. En fait, il n'en est rien, car les deux premières parties concernent la vie économique en général et peuvent s'appliquer, non pas sans doute aux membres d'une tribu, mais du moins à tout peuple qui émerge à une vie nationale. C'est donc une théorie générale, où la plupart des exemples sont pris en France, mais qui expose longuement le fonctionnement de l'économie soviétique et traite aussi — plus brièvement — des problèmes spéciaux aux pays sous-développés.

Le niveau choisi est « macro-économique », c'est-à-dire que l'étude porte sur l'ensemble économique national, excluant les analyses de la firme, des régions et des échanges internationaux. En fait l'auteur s'y rapporte parfois, mais brièvement, et le livre suppose connu ce qu'est une entreprise, un droit de douane ou une balance des paiements. L'ensemble est étudié en statique (genre de vie et niveau de vie) et en dynamique (développement et croissance), dans les systèmes capitaliste et socialiste, celui-ci subdivisé en régime centralisé (Union soviétique) ou décentralisé (Yougoslavie). La tendance « universaliste » ressort de l'importance donnée à des problèmes de planification partielle, qui se posent aussi bien en Yougoslavie qu'en France, et à des concepts absolument généraux comme la recherche, l'industrie, la productivité...

Puisque l'objet de l'étude est l'ensemble économique national, l'ouvrage relève de la politique économique comme de l'analyse économique. Il indique comment utiliser au mieux les ressources dont nous disposons, à partir d'une situation déterminée, historique, où l'économie nationale dépend de données diverses, chiffrables ou non chiffrables, démographiques ou financières, sociologiques ou politiques. La référence constante aux unes et

¹ B. CAZES: *La vie économique*, A. Colin, Paris, 443 p., 1966.

aux autres fait la richesse du livre. Une richesse qui n'entraîne jamais l'imprécision. Le social ne sert pas de prétexte à éluder la mise en forme d'un problème ou le jugement sur la solution, mais il indique aux économistes mathématiciens les limites de *l'épure*.

La diversité des points de vue explique la diversité des auteurs cités: Hirschman comme Sauvy, Perroux comme Fourastié, et aussi Sénèque, Marx et Bachelard. Le 5^e Plan français et les publications des Nations Unies ont été largement utilisés, la *Richesse des Nations* et la presse soviétique également. Des controverses célèbres sont reproduites, par exemple sur le rapport entre la propension à épargner et l'élevation du revenu. Leur présentation est d'une grande objectivité — ainsi, les avantages et les inconvénients du colonialisme pour le développement économique. Mais l'auteur prend souvent parti. Tantôt implicitement: la longueur des analyses sur la croissance équilibrée indique qu'il a tranché entre Nurkse et Hirschman. Tantôt explicitement: il approuve Sauvy affirmant l'antériorité du progrès médical sur le progrès économique pour expliquer l'explosion démographique des pays en voie de développement. Peut-être est-il exagérément pessimiste en tirant les conclusions de la baisse du taux de mortalité. La diminution de la mortalité signifie aussi une diminution de la morbidité qui est favorable au progrès économique. De même la forte natalité n'est-elle pas pour le tiers monde un avantage à long terme en même temps qu'un inconvénient à court terme qui peut être « compensé » par une aide extérieure ?

Malgré l'importance donnée aux problèmes démographiques, c'est sur la politique économique proprement dite, c'est-à-dire la conduite de l'ensemble économique national, que B. Cazes fait porter l'essentiel de son effort. Sa maîtrise de tels problèmes est remarquable. Il sait mieux que personne tracer le domaine des deux forces conjuguées: l'initiative privée et l'intervention publique. Il sait faire apparaître les distinctions coût privé — coût social ou avantage privé — avantage social. L'analyse de la politique économique soviétique est particulièrement réussie. Sans doute l'auteur a été guidé par Nove et Wiles, qu'il cite constamment. Mais pour donner au lecteur de langue française un exposé complet, procédant pas à pas, de l'objectif au moyen, du plan à l'exécution, il a fallu les éclairer par la doctrine officielle (présentée dans les « documents »), les compléter par des rappels historiques et des comparaisons internationales, enfin prolonger leur apport par les discussions récentes. En dire autant en 80 pages est un véritable tour de force.

La finesse de l'analyse apparaît à tout instant, par exemple quand l'auteur décèle les contradictions de l'aide aux pays sous-développés. Un prêt à long terme d'un Etat riche à un Etat pauvre, remboursable en nature sur la production créée grâce à lui, assure le débouché du nouveau produit, mais gêne le commerce entre pays sous-développés, non moins nécessaire.

Dans la même partie du livre, un point me semble hasardeux. B. Cazes affirme p. 376 que la plupart des productions des pays pauvres sont à faible incorporation de valeur ajoutée, donc génératrices d'échanges peu avantageux. Pourtant le coût en travail n'est pas la seule cause de la valeur d'échange, sinon comment expliquer que certains produits textiles ou mécaniques d'Asie sont vendus à bas prix, malgré une incorporation considérable de travail ?

Comme tout manuel, l'ouvrage de B. Cazes se lit la plume à la main et n'importe laquelle de ses pages appelle la réflexion, donc la discussion. Son mérite est de la situer toujours au niveau le plus élevé, de lui donner l'éclairage le plus vif et d'apporter une argumentation qui fait de ce manuel un livre de premier ordre.

J. VALARCHÉ

Professeur à l'Université de Fribourg

Les Marchés européens¹

Comme son titre anglais l'indique, l'ouvrage de M. Deschampsneufs est une introduction. Il s'adresse aux industriels et commerçants qui envisagent de s'introduire sur des marchés européens qu'ils ne connaissent pas. Son but est de fournir une présentation succincte des principales connaissances à posséder lorsque l'on s'intéresse à un marché sous l'angle commercial. L'ouvrage couvre 14 marchés de l'Europe occidentale, et beaucoup plus succinctement encore, 7 marchés de l'Europe de l'Est. La présentation est systématique: chaque marché constitue un chapitre; chaque chapitre comprend une description des traits essentiels des aspects suivants des pays: la géographie et les voies de communications; la structure économique et les canaux de distribution; le contexte social et les us et coutumes; les canaux de publicité; les techniques de promotion des ventes.

Il est bien clair qu'un ouvrage de cette nature ne peut pas faire beaucoup plus que d'effleurer la surface. Les quelques pages consacrées au contexte social de chaque marché constituent sans doute un bon petit dictionnaire des idées reçues sur les us et coutumes de chaque pays. On y apprend, par exemple, que pour réussir à vendre quelque chose aux Italiens, il faut savoir flatter leur sens de l'individualisme et du statut social; en Suisse, par contre, il faut savoir reconnaître que le Suisse prend ses décisions lentement, qu'il lui faut des explications détaillées et qu'il veut être convaincu qu'il achète la qualité. Relevons également que l'ouvrage est écrit pour les Anglais, et dans leur perspective; on y apprend, par exemple, que l'Angleterre est située géographiquement au centre (*sic*) de l'Europe occidentale. Cependant, dans les limites posées au départ, cet ouvrage constitue un petit manuel utile.

R. KÜNZLI.

Notions essentielles de géographie économique, tome II²

Cet ouvrage moderne et intéressant réussit à concilier avec bonheur l'aspect « géographie » et l'aspect « économie » d'une discipline en constante évolution et dont les traités sont par conséquent rapidement dépassés. Nous nous devons de faire ici l'éloge des auteurs pour le remarquable matériel cartographique dont ils ont doté leur étude: plus de cinquante cartes claires, agrémentées de couleurs, faciles à lire, donnant une vision synthétique de tous les éléments économiques et géographiques nécessaires à l'examen des régions considérées, cartes dont la plupart sont inédites dans les ouvrages semblables parus jusqu'ici en langue française.

¹ H. DESCHAMPSNEUFS: *Selling in Europe — An introduction to the European Markets*, Business Publications Limited, London, 1963.

² J. MÉRIGOT, S. LERAT, R. FROMENT: *Notions essentielles de géographie économique*, tome II. Sirey, Paris, 1966.

Tout le livre est consacré au secteur dit « secondaire » et la démarche de la première partie vise à définir cette notion dont l'arbitraire et l'ambiguïté n'ont pas été éliminés malgré les tentatives de Fourastié, Fisher et Clark. Les deux autres volets de cette étude générale sont constitués d'une part par l'examen de la dimension et de l'organisation du secteur secondaire, d'autre part par l'analyse du problème de la localisation des industries, analyse où la politique d'industrialisation et l'aménagement industriel du territoire apparaissent comme les instruments efficaces et adaptés d'une rationalisation à long terme du secteur secondaire et de l'activité économique générale.

La suite du livre est divisée en deux grandes parties: la première est consacrée aux grandes industries et les auteurs y examinent tour à tour les richesses du sous-sol, leur mise en valeur à travers la sidérurgie moderne des usines intégrées, bâtiennent ensuite un exposé donnant une vue panoramique des grandes puissances sidérurgiques et de toutes les réalisations les plus modernes en la matière; on passe de l'approvisionnement à l'analyse proprement dite des intégrations britannique, de la CECA, où le rôle prépondérant dévolu à l'Allemagne s'appuie sur l'essor relativement récent de la sidérurgie maritime italienne et sur les accords Hollande-Luxembourg pour l'implantation d'usines sur l'eau. Le panorama extra-européen comprend les industries lourdes américaine et soviétique, celles des pays satellites et enfin du tiers monde, constitué par une poussière de petits producteurs, exception faite du Japon, qui occupe une place spéciale grâce à l'expansion foudroyante de sa sidérurgie. La fin de ce panorama pose le problème de l'avenir de l'acier qui, malgré la progression notable de sa production, paraît menacé par l'accélération du progrès technique et l'apparition de biens de substitution. Nous ne pouvons nous étendre plus longuement sur cette première partie dont nous ne citerons que les problèmes abordés: la pétrochimie, industrie nouvelle et diverse, la métallurgie de transformation et l'industrie automobile, les textiles et notamment la production et le commerce du coton, les industries de services, principalement les transports.

Dans la deuxième partie de l'ouvrage, les auteurs se consacrent à l'étude de quelques grandes régions industrielles, dont les plus importantes sont les suivantes: la région des Grands Lacs et du Saint-Laurent, modèle d'aménagement des voies d'eau maritimes, lacustres et fluviales, renforcé par les ressources minérales propres aux sols sédimentaires; les Black Countries anglaises au cœur des Midlands riches en charbon et favorisés par la proximité de la mer; le Nord français, de faible surface mais au bénéfice d'une grande diversité d'industries et d'une main-d'œuvre importante; le sillon houiller belgo-néerlandais, prolongement du Pays-Noir français et né lui aussi du charbon; le Rhin et l'industrie rhéno-westphalienne, servie par cette voie d'eau qui est une triple réussite technique, économique et politique et localisée sur d'immenses ressources minérales; les moyens pays mosellans, disposant d'un réseau ferré très dense et d'une voie d'eau ultra-moderne; l'industrie lorraine, appuyée sur de riches charbonnages, les voisins luxembourgeois et sarrois, axés essentiellement sur le minerai et qui détiennent avec l'ARBED et l'HADIR des unités sidérurgiques de très grande envergure; le combinat d'Ukraine et son équipement hydro-électrique sur le Dniepr, héritage des capitalismes allemand, belge et français; l'Oural, dont la décadence après la Révolution n'est plus qu'un mauvais souvenir.

Nous relèverons en conclusion que le livre de MM. Mérigot, Froment et Lerat est non seulement un manuel de géographie économique, mais aussi un excellent instrument de travail pour les chercheurs. En un mot comme en cent, un ouvrage remarquable, aussi fouillé qu'une encyclopédie.

V. CARRARD.

Documentation démographique¹

Que ferions-nous dans les sciences sociales sans le soutien constant des bibliothécaires et des documentalistes dont la tâche est discrète et parfois ingrate ? Mme Claude Legeard, qui dirige le service de documentation de l'Institut national d'études démographiques de Paris, est de ceux et de celles dont le rôle est réellement indispensable, comme le prouve le guide qu'elle vient de publier.

Après un bref rappel de la science démographique dans l'histoire, elle procède au classement de différents sujets. Documents de base, doctrines de la population, évolution statistique, migrations, problèmes familiaux et sociaux... sont quelques-uns des thèmes traités tout en comportant chacun une bibliographie appropriée.

Mme Legeard nous donne aussi un répertoire commenté des principaux instituts démographiques dans le monde et des revues qui s'occupent de la population. Le dernier chapitre est consacré à l'organisation et au fonctionnement du service de documentation d'un institut de démographie.

En résumé, un instrument de travail précieux non seulement pour les démographes, mais aussi pour les économistes et les sociologues.

G. ETIENNE.

Le choix de la profession médicale²

Il existe déjà nombre de travaux sur le choix de la profession dans l'industrie, l'artisanat et le commerce, mais on n'avait pas encore abordé ce problème, en Suisse, pour les médecins. L'ouvrage dont il est question ici est donc novateur. L'auteur commence par définir la profession médicale en général, puis examine les facteurs qui contribuent à déterminer le choix de la profession médicale.

Il ressort par exemple des statistiques que la plupart des grands-pères de la génération actuelle de médecins étaient des paysans, des viticulteurs, des jardiniers, des meuniers, des laitiers, c'est-à-dire qu'ils avaient une occupation « rustique », mais indépendante. Si peu de grands-pères étaient médecins, il n'en va pas de même des pères des médecins contemporains; les pères avaient déjà opté pour la profession et l'on voit, dès la seconde génération, s'esquisser un mouvement de continuité dans le choix de la profession médicale. On constate aussi que cette influence n'est pas exclusivement verticale; on voit apparaître des « familles » de médecins, dans lesquelles les frères, les sœurs ou les cousins choisissent la profession médicale quasiment par osmose. Ainsi, à partir de la seconde génération, l'élément « héréditaire » joue un rôle croissant dans le choix. En fin d'ouvrage, l'auteur donne quelques exemples de « dynasties » médicales.

Cette analyse des facteurs d'environnement familial dans le choix de la profession médicale est des plus intéressante; il conviendrait de poursuivre des études identiques pour les avocats, les chefs d'entreprise, etc.

A. MÜLLER.

¹ C. LEGEARD: *Guide de recherches documentaires en démographie*, Gauthier-Villars, Paris, 1966, 321 p.

² FRANZISKA BAUMGARTEN: *Zur Berufswahl Schweizer Ärzte*, Francke-Verlag, Berne, 1959, 189 p.

Université européenne¹

L'introduction de cette intéressante publication sous forme de plaquette informe le lecteur des thèmes essentiels discutés lors du Colloque de Bruges, et qui sont les suivants : l'université européenne, son rôle, le projet qui en a été élaboré, l'équivalence des diplômes et l'intégration comme matière d'enseignement universitaire. Elle rappelle en outre que ce projet est d'une importance capitale à l'heure où l'URSS et l'Allemagne de l'Est s'apprêtent à créer elles aussi des universités internationales dans le but de favoriser la pénétration politique et doctrinale dans le tiers monde. Tout au contraire, l'Université européenne, prévue par le Traité de l'Euratom, devra mettre en évidence les obligations et responsabilités de l'Europe envers les pays tiers.

Le rapport relève ensuite l'importance de la signification historique de l'université, qui a marqué la concrétisation de la volonté d'existence des nations à travers un centre culturel, l'opposition à des gouvernements d'oppression, l'apparition de nouvelles traditions religieuses et l'unification des Etats. Quant à l'Université européenne, son rôle s'inscrit dans la continuation de l'histoire de l'Europe vers un dépassement des nationalismes.

Suit un rapide coup d'œil sur la signification sociologique du phénomène universitaire, qui prend une grande ampleur lors de la dégénérescence du système conventuel et l'emprise toujours plus marquée des corporations et de la commune; ce phénomène se trouve encore accru par la rupture de l'équilibre fragile du monde chrétien et le retour aux cultures anciennes à travers les apports de la Renaissance. L'université perd alors son sens « latin » et devient un instrument de savoir universel sous l'influence des exigences politiques et des pressions intellectuelles. Suivant le cours de son histoire, l'université en arrive au stade actuel de son développement : de plus en plus école professionnelle, de plus en plus dirigée et gérée par l'Etat, au détriment de son autonomie.

Nous trouvons ensuite le discours de M. E. Hirsch, président de la commission d'Euratom, discours prononcé à l'ouverture du colloque et dans lequel il rappelle que les Etats-Unis d'Europe doivent se réaliser à partir des sources de la civilisation et de la culture européennes, concrétisées déjà dans le Collège d'Europe et plus tard dans l'indispensable Université européenne ; cette dernière devra compter étudiants et professeurs de toutes nationalités. Sa création se heurtera cependant à de nombreux obstacles, dont ceux constitués par la diversité des langues, la nature de l'enseignement et la circulation des étudiants et professeurs, ne sont pas les moindres.

Dans le dernier volet de cette étude, M. Henri Brugmans, recteur du Collège d'Europe, aborde les différents critères auxquels devra répondre l'Université européenne et qui sont les suivants :

1. les étudiants doivent appartenir au plus grand nombre de nationalités possibles : le cadre des Six doit être dépassé;
2. les professeurs doivent être choisis sans considération de dosage national;
3. l'administration de l'établissement doit être composée de tous ceux qui permettent à l'institution de fonctionner;
4. dans l'emploi des langues, seule la considération européenne doit intervenir;
5. introduction de la vie communautaire;

¹ *Université européenne*. Plaquette du colloque organisé à Bruges par le Collège d'Europe en avril 1960. Collection d'études relatives à l'intégration européenne « Aspects européens ». Ed. A. W. Sythoff, Leyde, 1960.

6. priorité aux disciplines européennes;
7. promotion d'un esprit européen;
8. choix d'une matière accessoire à côté de la discipline principale afin d'éviter l'étouffement par spécialisation;
9. institution d'une culture générale européenne;
10. l'Université doit étendre son action en dehors de ses murs, à toutes les couches de la population.

Pour clore cette très intéressante étude, le rapport final du colloque reprend les points étudiés et rend compte en détail des propositions enregistrées et des décisions prises par les participants.

V. CARRARD.

L'entreprise dans le circuit économique. La production nationale¹

Cette étude fait partie d'un ensemble compact d'exposés consacrés à l'examen du circuit économique; elle aborde l'aspect « entreprise » de celui-ci.

Les premières phases de cet ensemble examinaient les cadres dans lesquels s'exerce l'activité économique alors que le volume 2 que nous analysons ici s'attache à décrire cette activité comme un tout prenant la forme d'un circuit engendré par des pôles et concrétisé dans des flux. Le mérite d'un tel schéma est de préciser une notion aussi vaste que celle d'équilibre économique, équilibre conditionné par l'application judicieuse d'une politique de croissance bien adaptée. Celle-ci, démontre l'auteur, ne peut prendre vie sans le support fondamental que constitue pour elle la comptabilité nationale, dont le but, par-delà les calculs de détermination de la valeur du revenu national, est de rendre compte de toutes les transactions intervenant entre les principaux secteurs économiques. L'exemple français illustre fort à propos cette intéressante démonstration, au travers de laquelle les divers types de comptabilité nationale sont envisagés.

La suite de l'exposé nous offre un panorama de l'économie, discipline scientifique hybride dont les deux faces — l'une sociale, l'autre politique — se fondent en un visage complexe offrant de surcroît les dangers de la méconnaissance qui conduit à l'usage inadéquat. Si l'opinion de Samuelson — « En économie, des connaissances restreintes peuvent être plus dangereuses que l'ignorance » — stigmatise une situation trop souvent constatée, l'auteur quant à lui, ne reste pas en arrière, qui préconise une stimulation générale de la culture économique, afin de mieux servir cette devise que nous mettrons en exergue à cette première partie: « L'économie doit être orientée vers l'homme, se construire avec la participation de tous les hommes. »

La deuxième partie de cet ouvrage est consacrée à l'étude du circuit économique et de la formation du produit national. L'activité économique, notion statique lorsqu'elle est examinée pour elle-même, ne serait qu'une idée vide de sens si elle ne plongeait ses racines dans l'entreprise, véritable creuset d'où émane son dynamisme. L'entreprise, ses caractéristiques, les différents types privés qui en ont été créés, la fonction de l'entrepreneur moderne, au rationalisme impitoyable, à la compétence et à la culture abattant sans rémission l'empirisme révolu d'autrefois, sont les points essentiels abordés au début de cette deuxième partie. Poursuivant

¹ G. BLARDONE: *L'entreprise dans le circuit économique. La production nationale*, Desclée & Cie S.A., Tournai.

sa démarche, l'auteur expose tour à tour des sujets aussi complexes que le capital et le travail, l'entreprise publique et les différents types qui en ont été institutionnalisés, les coopératives et les autres genres nés de phénomènes de croissance tels que concentration et intégration. Le livre de M. Blardone se termine sur un survol de la comptabilité générale de l'entreprise et son rôle économique, et sur l'étude des prix de revient et de la maximisation des profits sous divers régimes économiques, maximisation constituant en fait le but suprême de l'activité de l'entreprise.

Pour des débutants, ce livre représente un excellent traité des idées essentielles dans le domaine économique. L'ampleur de la matière traitée, sa clarté et sa concision remarquables en feront un outil d'enseignement de premier ordre dans les mains d'un spécialiste. Un ouvrage polyvalent et riche qui s'adresse aux autodidactes, étudiants et chevronnés.

V. CARRARD.

L'évolution démographique¹

Cette étude, entreprise sur l'initiative du Comité de la main-d'œuvre et des affaires sociales de l'OCDE, est la troisième du genre et porte sur la période 1965-1980.

La première partie débute par une comparaison des perspectives antérieures avec l'évolution réelle; ces comparaisons portent tour à tour sur les mouvements naturels, constitués par les décès et naissances, puis sur les migrations, domaine dans lequel les bases de comparaison sont malheureusement souvent insuffisantes ou même quelquefois inexistantes. Les auteurs du rapport abordent ensuite les perspectives mises sur pied au 1^{er} janvier 1965. D'une manière générale, les prévisions concernant la fécondité ne sont guère optimistes, sauf peut-être pour la Grande-Bretagne et l'Italie. Dans la suite du rapport, les problèmes suivants sont successivement examinés: évolution de la population totale, de la population d'âge actif, de la population âgée et de la population de moins de 15 ans, en l'absence de migrations. L'étude de l'influence de celles-ci sur l'évolution démographique, ainsi que l'étude de la population active sont abordées séparément. Des conclusions qui terminent cette première partie, nous retiendrons notamment le fait que l'écart entre les perspectives précédentes et l'évolution réelle est surtout marqué pour les naissances et les mouvements migratoires, alors que l'évolution de la population d'âge actif, sexes réunis, varie beaucoup suivant les pays, notamment selon que l'on considère les Etats-Unis ou l'Europe dans son ensemble.

La deuxième partie du rapport est consacrée à une analyse par pays qui s'appuie sur un ensemble de tableaux comparatifs bâtis à partir des réponses obtenues au questionnaire envoyé à chaque membre de l'OCDE. Le cas de la Suisse, par exemple, laisse apparaître les conclusions suivantes: dans la période 1956-1961, les naissances observées ont excédé les naissances prévues, du fait de la très forte immigration enregistrée. Dans la période 1965-1980, la population d'âge actif devrait, selon les prévisions, augmenter de 6 %, la population âgée devrait également s'accroître, mais dans une mesure plus large, soit 21 %, sa charge sur la population active devrait augmenter de 14 %, alors que la population jeune devrait s'accroître de 10 % et sa charge sur la population d'âge actif, de 4,5 %; l'immigration devrait

¹ OCDE. *L'évolution démographique de 1965 à 1980 en Europe occidentale et en Amérique du Nord*, Paris, 1966.

garder une certaine importance et doublerait à elle seule l'accroissement de la population, alors que la population active, sexes réunis, augmenterait de 16,5 %.

Bien que les bases de comparaison soient souvent très diverses d'un pays à l'autre, ou dans un même pays pour des rubriques différentes, ce rapport n'en conserve pas moins un grand intérêt et une utilité non négligeable, puisqu'il apporte les prévisions démographiques indispensables à la prospective économique.

V. CARRARD.

Les avantages et les inconvénients économiques d'une population stationnaire¹

Un débat fondamental et dont les répercussions sur l'avenir se révéleront déterminantes est à la base de cet ouvrage du professeur Joseph Stassart, de Liège.

Les adversaires : natalistes et malthusiens ; l'enjeu : la croissance économique harmonieuse pour les générations futures. L'auteur, sans doute impressionné par l'ampleur de cet enjeu, et rendu soucieux par les faiblesses des solutions proposées jusqu'à aujourd'hui après des débats homériques et souvent âpres et subjectifs entre les antagonistes, tente dans son étude de dégager la valeur réelle des arguments présentés par l'une et l'autre partie.

Son ouvrage débute par un exposé rapide des traits essentiels de l'évolution démographique belge, marquée par une baisse de la natalité qualifiée par certains de catastrophique, alors que d'autres la considèrent comme normale et même avantageuse.

Cette dernière thèse est celle des malthusiens, qui prétendent qu'un ralentissement de la croissance démographique est nécessaire au maintien d'un niveau de vie élevé et qu'il accroît les possibilités de travail féminin. L'auteur fait de sérieuses réserves à l'égard de ces arguments, relevant notamment l'importance des facteurs non démographiques qui peuvent renverser ou contrarier les tendances défendues par les malthusiens. Il n'en reste pas moins vrai que leur thèse conserve un avantage certain, même si celui-ci ne doit pas être considéré comme décisif.

Leur cheval de bataille, c'est le coût imposant des investissements rendus nécessaires par l'évolution démographique : ce coût ferait baisser le niveau de vie dans une très large mesure. Cet argument souffre cependant certaines objections, et notamment celles de Kuznets, qui prétend que la croissance démographique provoque un accroissement de l'épargne et une augmentation de la production par tête.

Après avoir relevé la solidité du terrain sur lequel se meuvent les malthusiens, l'auteur accorde son attention aux thèses natalistes selon lesquelles une forte croissance démographique est souhaitable par ses effets sur la production, sur le plein emploi, sur l'adaptabilité de la structure professionnelle et enfin sur l'ouverture au progrès économique. Selon l'auteur, les arguments natalistes démontrent une relative faiblesse, notamment en raison du caractère onéreux des investissements démographiques ; par contre, le fer de lance de leur attaque serait constitué par le facteur « plasticité structurelle » de la population, élément sans lequel une croissance économique semble inconcevable.

Certains spécialistes ont tenté de trancher le problème en procédant à des comparaisons chiffrées entre l'accroissement du revenu national et l'accroissement de la population ; l'exposé de la méthode et des résultats obtenus fait l'objet de la partie finale de l'ouvrage.

¹ JOSEPH STASSART : *Les avantages et les inconvénients économiques d'une population stationnaire*, Faculté de Droit, Liège, et Martinus Nijhoff, La Haye, 1965, 256 p.

Tout au long de son livre, l'auteur ne cherche pas à prendre position; au contraire, dans un grand souci d'objectivité, il tente, à travers son analyse, de tirer les avantages et les inconvénients respectifs des politiques démographiques préconisées par malthusiens et natalistes, laissant la question ouverte afin que chacun se forge une opinion sur les solutions qui devraient être adoptées.

On pourra reprocher à l'auteur de ne pas avoir tranché avec assurance. Mais, dans un domaine aussi important que celui de la croissance économique et démographique, il a préféré éléver le débat au-dessus de la stérile polémique pour susciter la réflexion. Et nous pensons qu'il a choisi la voie la plus sage: peut-être existe-t-il un moyen terme?

V. CARRARD.

Annuaire universel de l'Amérique latine¹

La civilisation moderne est caractérisée notamment par la prolifération d'agences de tous genres, d'institutions multiples, d'organisations et d'associations internationales, privées ou publiques.

Le but de l'Annuaire universel de l'Amérique latine est d'offrir un outil de documentation et de recherche à références rapide et aisée.

La masse considérable d'informations qu'il contient est classée en catégories consacrées à la *nomenclature* de ces organisations, associations et institutions dans les domaines divers de l'agriculture, du commerce, de l'industrie, de la finance, des communications, de la recherche et de la formation, de la religion et de l'édition, et d'autres encore.

Ce volume, bien que sujet à de nombreuses et inévitables modifications, sera très utile notamment aux étudiants, aux chercheurs et aux bibliothécaires, par l'évaluation, la classification et la présentation des informations qu'il nous livre.

C'est une remarquable contribution à la littérature de référence de l'Amérique latine.

V. CARRARD.

Annuaire statistique de l'Unesco²

Ce bottin, publié en 1966, nous livre les données statistiques les plus variées et les plus complètes sur l'année 1964.

Deuxième du genre, il a été établi sur la base des réponses obtenues aux questionnaires envoyés à chaque pays membre de l'organisation.

Il nous présente des informations chiffrées sur la population, lettrée ou analphabète, sur l'éducation, en passant des effectifs scolaires aux différents degrés d'enseignement, des dépenses publiques y afférentes aux bibliothèques et musées, nationaux et universitaires; les dernières statistiques touchent des domaines tels que l'édition des périodiques et non périodiques, le cinéma, la radio et enfin la télévision. Les comparaisons sont principalement faites sur la base des années 1950, 1955, et de la période 1960-1963.

C'est un excellent outil de travail pour les spécialistes et les milieux gouvernementaux, qui pourront en tirer certaines données pour l'avenir.

V. CARRARD.

¹ MARTIN-H. SABLE, *Master Directory For Latin America*, Latin American Center, University of California, Los Angeles, 1965, 438 p.

² Unesco: *Annuaire statistique* 1964, Paris, 1966, 622 p.